

## Libye-Maroc-Onu/Sortie de crise

# L'Onu juge "positif" l'accueil réservé à son nouveau projet d'accord

AFP

Skhirat/Maroc

*Le dernier projet d'accord de l'Onu a été accueilli de manière « positive » par les délégations rivales libyennes présentes au Maroc, a affirmé hier l'émissaire Bernardino Leon, qui tente d'arracher la création d'un gouvernement d'union nationale afin de sortir le pays du chaos.*

ALORS que les représentants des deux Parlements rivaux sont de nouveau réunis depuis lundi à Skhirat, une station balnéaire proche de Rabat, l'émissaire de l'Onu, Bernardino Leon a par ailleurs confirmé la tenue d'une réunion en Allemagne ce mercredi.

L'Onu tente depuis des mois de trouver un compromis permettant la formation d'un gouvernement d'union en Libye, et espère désormais aboutir avant le début du ramadan, autour du 17 juin. Elle a soumis lundi soir, lors d'une cérémonie officielle, une quatrième mouture du texte, les trois premières n'ayant pas convaincu les parties.

« Tout ce que je peux vous dire pour le moment c'est que la réaction est positive », a affirmé hier à la presse M. Leon. « Nous n'avons pas encore discuté de manière approfondie entre tous les participants. Mais il y a un sens d'optimisme et beaucoup d'espoirs », a-t-il assuré.

Selon lui, « nous sommes face à la



Photo : AFP

**L'émissaire de l'Onu, Bernardino Leon se montre optimiste pour la formation d'un gouvernement d'union nationale dans ce pays dans le chaos depuis la chute de Kadhafi.**

possibilité d'un consensus triple: dans la société libyenne, entre les participants au dialogue et aussi dans la communauté internationale ».

Sous couvert d'anonymat, des membres du Parlement de Tobrouk, le seul reconnu par la communauté internationale, ont toutefois fait état de la persistance de désaccords sur au moins « deux points », sans plus de détails.

Les délégations sont censées rentrer auprès de leur Parlement respectif cette semaine pour discuter du projet d'accord, avant de revenir au Maroc.

Hier matin, Bernardino Leon a eu de nouveaux entretiens, de manière séparée, avec les délégations, selon un journaliste de l'AFP sur place.

Un départ pour Berlin était prévu dans l'après-midi, afin de rencontrer mercredi « des dirigeants européens et de pays membres du Conseil de sécurité », d'après le

porte-parole de la Mission de l'Onu en Libye (Manul), Samir Ghattass.

Le ministère allemand des Affaires étrangères a précisé que cette rencontre serait l'occasion d'un « échange avec les 23 représentants libyens aux négociations de paix conduites par l'Onu et l'émissaire Bernardino Leon ». Elle se déroulera en présence du chef de la diplomatie allemande, Frank-Walter Steinmeier.

**"FACE À L'HISTOIRE"** \* Les délégations sont sous la pression de la communauté internationale, inquiète notamment de l'implantation du groupe État islamique (EI) dans le pays.

A l'issue de leur sommet qui s'est conclu lundi en Allemagne, les pays du G7 ont exhorté les parties libyennes à prendre des « décisions politiques audacieuses ».

Plongée dans le chaos depuis la chute en 2011 de Mouammar Kadhafi et déchirée par des combats

entre milices lourdement armées, la Libye compte actuellement deux gouvernements --et Parlements-- rivaux. L'un dans la capitale Tripoli est sous la coupe de Fajr Libya, coalition de milices dont certaines islamistes, et l'autre est à Tobrouk, dans l'est du pays.

Publié sur le site de la Manul, le projet d'accord soumis lundi soir prévoit notamment la formation, pour un an, d'un gouvernement d'union, avec la désignation d'un Premier ministre.

M. Leon a indiqué la semaine passée que l'Onu se tenait prête à fournir une liste de personnalités susceptibles d'intégrer un tel gouvernement dès la conclusion d'un accord.

La Manul avait dans le même temps qualifié de « décisif » ce nouveau round, appelant « toutes les parties à prendre leurs responsabilités face à l'histoire ».

Dimanche au Caire, des responsables égyptiens, algériens et italiens ont apporté leur « soutien » aux tractations, l'Italie relevant qu'un accord permettrait de juguler le flux de migrants quittant les côtes de Libye pour l'Europe.

Réunis lundi à Tunis, les ministres de la Défense de 10 pays méditerranéens ont également exprimé leur « soutien total à l'initiative » onusienne, selon Jean-Yves Le Drian.

« Ceux qui pensent qu'il y a une solution militaire (en Libye) font le lit de Daech (acronyme arabe du groupe EI), qui ne demande que cela », a plaidé le ministre français.

## L'Afrique en bref

**Algérie/Presse. Critique contre le chef de l'armée**

Des journaux algériens, El-Watan et Le Soir d'Algérie, ont critiqué hier le puissant patron de l'armée, le général Ahmed Gaid Salah, pour avoir envoyé un message de félicitations au patron du Front de Libération nationale, Amar Saadani, reconduit la semaine dernière à la tête du parti.

**Égypte/Droits de l'Homme. La colère du Caire**

L'Égypte a vivement critiqué hier un rapport de l'Ong HRW dénonçant les « violations flagrantes » des droits de l'Homme commises durant la première année au pouvoir du président Abdel Fattah al-Sissi, accusant l'organisation internationale de « soutenir le terrorisme ».

**Nigeria/Boko Haram. Le plan de lutte se renforce**

De hauts responsables militaires du Nigeria, du Niger, du Tchad, du Cameroun et du Bénin se sont réunis hier dans la capitale nigérienne Abuja pour renforcer leur plan de lutte contre le groupe islamiste Boko Haram qui doit être finalisé par les chefs d'État jeudi.

**Tunisie/Confiscation des biens de Ben Ali. La justice annule le décret**

La justice tunisienne a annulé un décret de 2011 permettant la confiscation des biens du président déchu Zine El Abidine Ben Ali et de ses proches, a annoncé hier le gouvernement qui compte faire appel de cette décision.

## A travers le monde

**France/Cyberattaque de TV5 Monde. La piste des "hackers russes"**

L'enquête sur le piratage d'envergure subi le 8 avril par la chaîne de télévision franco-phone TV5 Monde s'oriente vers « un groupe de hackers russes », a affirmé à l'AFP une source judiciaire.

**USA/Diplomatie. John Kerry toujours hospitalisé**

Le secrétaire d'État américain John Kerry restait hospitalisé à Boston, dans

le nord-est des Etats-Unis, dix jours après s'être fracturé le fémur lors d'une chute en vélo dans les Alpes françaises, a indiqué hier le département d'État.

**USA/Sécurité. Évacuation de la salle de presse de la Maison Blanche**

La salle de presse de la Maison Blanche a été évacuée hier en plein briefing quotidien et un chien du Secret Service, en charge de la protection du président, a inspecté les lieux, a constaté un journaliste de l'AFP. Sans aucune justification à cette évacuation et après des vérifications des services de sécurité, les journalistes ont pu regagner la salle de presse après quelques minutes.

## Turquie/Au lendemain d'une défaite électorale

### Le gouvernement démissionne, discussions sur une coalition

AFP

Ankara/Turquie

*Le président turc Recep Tayyip Erdogan a accepté hier la démission du gouvernement d'Ahmet Davutoglu tandis que les tractations sur la formation d'un gouvernement de coalition vont bon train, deux jours après le revers aux législatives de leur parti, l'AKP, qui n'a pas obtenu la majorité absolue.*

A l'issue d'un entretien entre les deux hommes dans le palais de M. Erdogan, la présidence a annoncé que, conformément à l'usage, le Premier ministre et son équipe resteraient en place « jusqu'à la constitution d'un nouveau gouvernement ».

Selon une source proche du gouvernement, M. Davutoglu, chef du parti arrivé en tête au scrutin de dimanche, ne devrait être chargé de former une nouvelle équipe qu'après l'officialisation des résultats, dans les deux semaines. Au pouvoir depuis treize ans, le Parti de la justice et du développement (AKP) a obtenu 40,8% des suffrages et 258 des 550 sièges de députés, en net recul par rapport aux législatives de 2011, quand il avait frôlé les 50%.

Ce résultat a ouvert les tractations en vue de la formation d'un gouvernement de coalition entre l'AKP et l'opposition, qui s'annonce comme un casse-tête.

Lundi, M. Erdogan a plaidé pour la formation d'une coalition, appelant les partis à préserver la « stabilité » de la Turquie. En cas d'échec des discussions dans les quarante-cinq jours suivant la nomination attendue de M. Davutoglu, il pourrait dissoudre le nouveau Parlement et convoquer des élections anticipées.

Depuis dimanche soir, les conjectures vont bon train sur les scénarios et le visage aux contours très incertains que pourrait prendre le nouveau gouvernement.

Les deux principaux adversaires de l'AKP, le Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate) et le Parti de l'action nationaliste (MHP, droite) ont respectivement eu 25% et 16,3% des suffrages, totalisant 132 et 80 sièges.

Grande surprise des élections, le parti kurde HDP (Parti démocratique du peuple) et son charismatique chef de file Selahattin Demirtas ont bouleversé le paysage politique turc en réalisant un score historique de 13,1% et en obtenant 80 députés.

Ces trois partis ont jusque-là publiquement exclu toute alliance

avec l'AKP. « Ce dont nous sommes sûrs, c'est que nous ne participerons pas à une coalition avec l'AKP », a répété mardi M. Demirtas devant la presse.

**"PERTE DE TEMPS"** \* Tout au long de leur campagne, les trois partis d'opposition ont vertement dénoncé la dérive autoritaire du parti au pouvoir et de l'homme fort du pays.

Dans ces conditions, un accord, quel qu'il soit, s'annonce très compliqué.

« Ils vont sans doute exiger en premier lieu de M. Davutoglu qu'il s'émancipe du président et le cantonne à ses seules prérogatives constitutionnelles », pronostique à l'AFP Deniz Zeyrek, chef du bureau du quotidien Hürriyet à Ankara. « L'abandon de son projet de présidentialisation du régime sera leur condition sine qua non », juge-t-il.

Chef du gouvernement pendant onze ans, président depuis dix mois, M. Erdogan a mis tout son poids dans la bataille des législatives pour défendre la mise en place d'un régime présidentiel fort. Mais la dégringolade de l'AKP, qui devait obtenir 330 députés pour réviser la Constitution, a sonné la fin de son ambition.

Les scénarios alternatifs à une coalition dirigée par l'AKP restent très hypothétiques.

Le chef du CHP Kemal Kiliçdaroglu a évoqué l'idée d'une alliance de l'opposition, car « des élections anticipées ne seront qu'une perte de temps », a-t-il écrit mardi sur Twitter.

Un de ses vice-présidents, Sezgin Tanrikulu, est allé plus loin en préconisant un « gouvernement de restauration » composé des trois partis d'opposition.

Mais les chances d'une telle coopération semblent minces.

Les nationalistes du MHP sont très réticents à s'allier avec le HDP. Ils souhaitent l'arrêt des négociations de paix menées avec les rebelles armés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), alors que le parti prokurde a fait de leur relance une de ses priorités.

Reste l'idée d'un gouvernement AKP minoritaire. "C'est l'éventualité la plus lointaine, inutile d'en parler pour le moment », a tranché son vice-président, Mehmet Ali Sahin.

Par ailleurs, de nouvelles violences entre militants kurdes rivaux ont fait quatre morts hier à Diyarbakir (sud-est), dont celle du patron d'une Ong islamiste. Elles interviennent après l'attentat à la bombe qui a fait trois morts et une centaine de blessés vendredi dans la même ville de Diyarbakir, au cours d'une réunion électorale du HDP.